

Restructuration de Santé publique France : le gouvernement fragilise la prévention

À la suite des annonces gouvernementales évoquant une restructuration de Santé publique France et un pilotage renforcé des campagnes de prévention par le gouvernement, la Fédération Addiction alerte sur les risques majeurs que cette orientation fait peser sur la santé publique. En remettant en cause l'expertise des agences sanitaires, l'État prend le risque de campagnes inefficaces, contre-productives, voire dictées par des intérêts autres que la protection de la santé des populations.

Le gouvernement a récemment annoncé une réorganisation de Santé publique France (SPF) qui conduirait à placer les campagnes de prévention sous le pilotage direct du ministère de la Santé. Cette orientation fait peser un risque important sur la qualité et l'efficacité des politiques de prévention en santé publique, en remettant en cause le rôle et l'expertise de Santé publique France dont la mission est précisément de concevoir, piloter et évaluer des campagnes fondées sur des données scientifiques et des méthodes professionnelles.

En marginalisant cette expertise, l'État s'expose à reproduire des campagnes de prévention politisées dont plusieurs exemples récents ont déjà montré les limites voire les effets contre-productifs.

Cette annonce s'inscrit en outre dans un contexte plus large de remise en cause des agences sanitaires de l'État, alors même que des réformes des agences régionales de santé (ARS) sont également engagées.

Alors même que les évolutions des consommations de drogues en France appellent à renforcer les politiques de prévention, les professionnels de l'addictologie représentés par la Fédération Addiction appellent le gouvernement à suspendre ces réformes et à engager un dialogue avec les acteurs de santé afin d'éviter un affaiblissement durable de l'expertise sanitaire dans notre pays.

La prévention ne s'improvise pas

Les campagnes de prévention en santé publique relèvent de compétences professionnelles spécifiques. Elles doivent s'appuyer sur des données scientifiques, des méthodes éprouvées et une connaissance fine des publics concernés.

Transformer la prévention en simple outil de communication ou en variable d'ajustement politique, c'est prendre un risque majeur : en prévention, mal faire n'est jamais neutre. Des messages inadaptés, mal ciblés ou non testés peuvent non seulement échouer, mais aussi banaliser les usages, stigmatiser les personnes concernées voire avoir un effet contre-productif et renforcer les comportements que l'on cherche à prévenir.

Des précédents inquiétants...

Les inquiétudes exprimées aujourd'hui ne sont pas théoriques. Elles s'appuient sur des exemples récents de campagnes coûteuses, inefficaces et marquées par une forte ingérence politique.

Ainsi, après la campagne « *Derrière la fumée* » en 2021, la campagne gouvernementale « *Le prix de la drogue* » en 2025 n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les acteurs de terrain, ni d'aucune évaluation de son efficacité malgré un coût de deux millions d'euros.

Quelques années auparavant, en 2019, la campagne publique du Dry January avait été précipitamment annulée à la suite d'une intervention politique, l'État faisant alors le choix de faire primer certains intérêts économiques sur la santé publique.

Une attaque plus large contre l'expertise sanitaire de l'État

La remise en cause de Santé publique France, après celle des agences régionales de santé, s'inscrit dans une dynamique plus globale, déjà

perceptible lors des débats parlementaires autour de la loi dite de «*simplification*», où certaines propositions visaient explicitement à affaiblir voire à supprimer des agences sanitaires.

La Fédération Addiction s'étonne de voir que ce qui relevait hier de positions marginales semble aujourd'hui trouver une traduction concrète dans la politique gouvernementale, au détriment de la capacité collective à protéger la santé des populations.

Pour une prévention efficace, financée et évaluée

Une prévention qui fonctionne repose sur une information claire, objective et fondée sur des données scientifiques, permettant aux publics de comprendre les risques et de disposer de leviers concrets pour les réduire.

Elle nécessite des stratégies construites à partir de connaissances solides des usages et des publics, élaborées avec les acteurs de terrain, testées en amont et évaluées afin d'en mesurer l'impact et d'en améliorer les résultats. Sans expertise, sans méthode et sans évaluation, il ne peut y avoir de prévention efficace, mais seulement de la communication.

Catherine Delorme, présidente de la Fédération Addiction :

« Malgré les discours politiques, la prévention reste le parent pauvre de la santé publique en France, marquée par l'absence de financements pérennes et de stratégies de long terme. Fragiliser Santé publique France et les agences régionales de santé ne peut qu'aggraver cette situation.

Il est temps de traiter la prévention avec le sérieux qu'elle exige, en lui donnant des moyens suffisants, une expertise reconnue et une indépendance garantie. »

À propos de la Fédération Addiction

La Fédération Addiction est le principal réseau en France dédié aux questions liées aux drogues et aux addictions : elle regroupe 850 établissements et services de santé ainsi que plus de 500 professionnels de la prévention, du soin, de l'accompagnement et de la réduction des risques. La Fédération Addiction s'intéresse à toutes les addictions et toutes les drogues, légales ou illégales. Elle défend des politiques qui mettent l'accent sur la santé publique et les besoins des usagers.

Contacts presse

Benjamin Tubiana-Rey
responsable plaidoyer et communication
b.tubiana-rey@federationaddiction.fr
0615628108